

BULLETIN

DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

de l'Association internationale des travailleurs

Paraissant tous les Dimanches.

Abonnements pour l'année 1874 :

En Suisse :

Un an, 8 fr., six mois, 4 fr.

Les abonnements pris auprès des bureaux de poste paient une surtaxe de 20 cent.

L'émancipation des travailleurs

doit être l'œuvre

des travailleurs eux-mêmes.

Abonnements pour l'année 1874 :

Allemagne, fr. 10»60. — Amérique, fr. 16. — Angleterre, fr. 13»20. — Belgique, fr. 10»60. — Espagne, 13»20. — Hollande, fr. 12»20. — Italie, fr. 9»60.

On s'abonne auprès de M. François Floquet, Grande Rue, 143, au Locle (canton de Neuchâtel, Suisse.)

LOCLE, LE 14 JUIN 1874.

Le Schweizerischer Arbeiterbund.

Le Congrès que le *Schweizerischer Arbeiterbund* vient de tenir à Winterthour nous a fourni l'occasion de nous rendre un compte exact des ~~tendances de cette association et du degré de~~ développement qu'elle a pris jusqu'à présent. Nous ne croyons pas inutile de communiquer aux lecteurs du *Bulletin* nos appréciations à cet égard ; nous le ferons en ne nous inspirant que de notre dévouement au grand mouvement socialiste moderne, sans aucun sentiment d'hostilité contre personne, et en disant franchement ce que nous croyons la vérité.

En premier lieu, nous devons examiner la composition du Congrès de Winterthour, et analyser les éléments dont il était formé, afin d'en apprécier sainement la valeur. D'après les renseignements que nous fournit la *Tagwacht*, organe officiel du *Schweizerischer Arbeiterbund*, le Congrès comptait 74 délégués. Sur ce nombre, il y en avait 34 appartenant au seul canton de Zurich (22 de la ville de Zurich, 9 de Winterthour, et 3 d'autres localités). Restent 40 délégués venus du dehors, dont 24 de la Suisse allemande, et 16 de la Suisse française.

La moitié environ des délégués de la Suisse allemande venaient des petits cantons de Glaris (4 délégués), d'Appenzell (3), de Schaffhouse (2), et de Thurgovie (1), qui sont dans le voisinage immédiat de Zurich. Le grand canton industriel de St-Gall n'avait envoyé que 4 délégués, bien qu'il fût placé géographiquement aux portes du Congrès. Bâle-ville aussi avait 4 délégués, et Bâle-Campagne 1. Il était venu 1 délégué de Coire (Grisons). Enfin les trois cantons principaux de la Suisse centrale n'avaient fourni qu'un bien faible contingent : Berne avait 2 délégués, Lucerne 1, et Argovie 1.

ne possède guère d'adhérents que dans la Suisse orientale et dans la ville de Bâle, et que jusqu'à présent dans la Suisse centrale sa propagande est restée à peu près infructueuse.

Quant aux délégués venus de la Suisse française, ils se répartissaient ainsi : Genève 7, Lausanne 3, Chaux-de-Fonds 3, Neuchâtel 2, Vevey 1. — Ces délégués de la Suisse française étaient tous des ouvriers allemands, et les sociétés qu'ils représentaient étaient des sociétés allemandes ; ajoutons cependant qu'à Lausanne, il y a aussi, dans le *Schweizerischer Arbeiterbund*, à côté des ouvriers allemands, quelques ouvriers vaudois.

Nous disions « les délégués venus de la Suisse française ; » c'est une expression inexacte — car ces délégués n'étaient pas tous venus de la Suisse française. Ainsi de Neuchâtel il n'était venu qu'un seul délégué, le citoyen Brunnhover ; la *Tagwacht* mentionne un second délégué de Neuchâtel, du nom de Büchi : ce second délégué n'est pas venu de Neuchâtel ; il a été sacré délégué neuchâtelois sur place, à Winterthour même. Nous avons des raisons de croire que le même fait s'est reproduit pour plus d'une délégation.

Ajoutons enfin qu'une partie des délégués étaient venus au Congrès bien moins pour s'y occuper des affaires du *Schweizerischer Arbeiterbund* que pour y voter pour ou contre l'expulsion de l'*Arbeiter Bildungsverein* de Zurich. Il serait trop long d'expliquer à nos lecteurs les causes de cet épisode ; qu'il suffise de dire que depuis quelques mois, le Comité central des *Arbeiterbildungsvereine* en Suisse et la section zuricoise de cette association, étaient en guerre ouverte contre la rédaction de la *Tagwacht* et quelques-unes des personnalités dirigeantes du *Schweizerischer Arbeiterbund*. Comme on savait d'avance que, pour en finir avec cette lutte, l'expulsion de l'*Arbeiterbildungsverein* de Zurich serait proposée au Congrès, chacun des deux partis avait cherché à rassembler le plus grand nombre pos-

feld, Altstaetten, Coire et Glaris, étaient entrées dans le *Schweizerischer Arbeiterbund* uniquement pour avoir le droit d'envoyer à Winterthour des délégués avec mandat de voter contre l'expulsion de l'*Arbeiterbildungsverein* de Zurich.

A la votation, 9 délégués votèrent contre, 4 s'abstinrent, 57 votèrent pour l'expulsion ; en sorte que la querelle se trouva terminée à l'avantage de la *Tagwacht*. — Chose assez singulière, parmi les noms des 9 délégués qui votèrent contre l'expulsion, nous trouvons ceux des trois délégués (?) de la Chaux-de-Fonds, qui étaient donc venus de la Chaux-de-Fonds (?) tout exprès pour émettre un vote hostile aux hommes officiels du *Schweizerischer Arbeiterbund*.

Les travaux du Congrès furent de deux sortes : questions d'administration intérieure, et questions générales.

Commençons par les premières :

Des mesures furent votées pour couvrir le déficit de la *Tagwacht*. Des résolutions furent adoptées pour arriver à la centralisation des caisses de secours. La rédaction de la *Tagwacht*, placée à Zurich, fut réélue, et le Comité central, siégeant à Genève, réélu aussi, probablement parce que Genève et Zurich sont les deux seules villes qui offrent actuellement des éléments capables de se charger de cette tâche.

La plus curieuse des propositions faites au Congrès fut assurément celle du citoyen Morf, député ouvrier au Grand-Conseil zuricois. Il proposa qu'à l'avenir les délégués au Congrès ne fussent plus élus par les sections, mais par la totalité des membres, l'association tout entière ne formant ainsi qu'un seul collège électoral. Cette proposition a été rejetée, et nous en félicitons le Congrès de Winterthour ; car son résultat eût été l'annihilation des sections, au profit d'un amalgame confus d'électeurs centraux. Nous avons peine à comprendre comment les socialistes zuricois peuvent donner dans les chimères de la *représentation proportionnelle*, — c'est le nom dont on a baptisé ce beau système électoral. Que des charlatans bourgeois prônent cette blague, c'est naturel ; mais que des socialistes sérieux les croient sur parole, c'est beaucoup moins naturel et même très-extraordinaire.

Venons aux questions générales.

Le Congrès a décidé d'entreprendre une agitation en faveur de la *journée de dix heures*. C'est là une excellente chose, et nous nous associerons de grand cœur à ce mouvement. Seulement il sera bon de s'entendre au préalable sur les voies et moyens à employer. Selon nous, la seule marche à suivre, c'est de forcer les patrons, par la pression qu'exerceront sur eux les associations ouvrières, à accorder la journée de 10 heures ; de la sorte, la diminution de la journée de travail dépendra de la puissance de l'organisation ouvrière, et la victoire, quand nous l'aurons remportée, sera la récompense de nos efforts directs :

ils auront conquis la journée de 10 heures pourra leur servir ensuite à compléter leur affranchissement. Mais si l'on se proposait d'obtenir la journée de 10 heures *par voie législative*, en réclamant l'intervention des partis politiques bourgeois, il nous serait impossible de donner la main au *Schweizerischer Arbeiterbund* sur ce terrain, parce que ce serait là, à nos yeux, travailler *contre* les ouvriers et non *pour* les ouvriers.

Par une autre décision, le Congrès a constitué une organisation *politique nationale*, de laquelle feront partie ceux des membres de l'*Arbeiterbund* qui sont citoyens suisses ; cette organisation aura pour mission de chercher à réaliser un programme politique que nous ne connaissons pas encore, et que d'ailleurs nous ne tenons pas du tout à connaître, aucun programme politique n'ayant à nos yeux la moindre valeur.

Enfin, le Congrès a eu à se prononcer sur une proposition de la Société allemande de Berne, qui demandait une *organisation internationale des corporations*. Cette proposition a été repoussée, sous prétexte qu'il fallait avant tout achever l'organisation sur le terrain local et national. — C'est là, à nos yeux, une décision très-fâcheuse, et la raison que le Congrès a donnée à l'appui de son refus ne nous paraît pas sérieuse ; car on peut pratiquer la solidarité internationale, tout en travaillant à constituer les fédérations locales et régionales ; la preuve, c'est qu'en Suisse, ce sont les sections de l'Internationale qui ont le plus contribué à l'organisation et au développement des fédérations régionales de métier et des fédérations locales ; et leur qualité de groupes affiliés à l'Internationale, loin de paralyser leur action, a au contraire été pour elles un stimulant et un auxiliaire.

Il est vrai que le Congrès de Winterthour a atténué la portée de son vote négatif, en adoptant en même temps une résolution par laquelle le *Schweizerischer Arbeiterbund* exprime sa sympathie pour l'Association internationale des travailleurs. Nous en prenons acte, et nous espérons que cette sympathie se traduira, dans un prochain avenir, par autre chose que de simples paroles.

Après avoir mis sous les yeux de nos lecteurs ce court résumé des délibérations du Congrès de Winterthour, il nous reste à en tirer quelques conclusions.

Lors de sa fondation il y a un an, le *Schweizerischer Arbeiterbund* s'était proposé de grouper autour de sa bannière les ouvriers de la Suisse tout entière. Dès le début, il a échoué, car un groupe important d'ouvriers a refusé de donner son concours à une organisation destructrice du principe fédératif et poursuivant un but avoué d'unitarisme et de centralisation. Ce premier insuccès a été suivi d'un autre, lorsque celles des sociétés ouvrières de la Suisse française qui avaient d'abord adhéré au *Schweizerischer Arbeiterbund* s'en sont à leur tour retirées. A l'heure qu'il est,

classe ouvrière de la Suisse entière, tandis qu'en réalité, sauf l'exception sans importance que nous avons signalée à Lausanne, il n'a réussi à grouper que des ouvriers allemands, tous les ouvriers de langue française s'étant complètement séparés de lui.

Ce résultat est la confirmation de ce que les délégués jurassiens avaient dit à Olten. Il est impossible de réunir les ouvriers de toute la Suisse dans une association unique et centralisée; les tendances des deux moitiés de la Suisse sont trop diverses, les tempéraments trop dissemblables; il n'y a pas en réalité une nationalité suisse. Ce qu'il faut aux ouvriers suisses, c'est une organisation semblable à celle qu'on avait créée dans notre pays lors des débuts de l'Internationale: une fédération ou association pour les ouvriers de la Suisse française, et une autre pour les ouvriers de la Suisse allemande.

Si les directeurs du *Schweizerischer Arbeiterbund* sont des hommes vraiment pratiques, si les enseignements de l'expérience ne sont pas perdus pour eux, ils reconnaîtront la vérité de cette observation. Qu'ils renoncent à l'espoir chimérique d'unifier le prolétariat suisse au moyen de leur association; les faits leur opposent un obstacle invincible. Qu'ils bornent leur programme à une tâche plus restreinte et plus réalisable: celle de grouper les ouvriers de la Suisse allemande et les ouvriers allemands épars dans les villes de la Suisse française. Qu'ils laissent les ouvriers de langue française s'organiser à leur guise, selon leurs traditions et leurs instincts propres. Nous aurons alors, non pas la division, la scission, la lutte, comme quelques-uns se plaisent à le faire croire: nous aurons au contraire la paix et l'union fraternelle dans la liberté. Les deux organisations, tout en suivant chacune leur voie propre, s'entraideront pour le but commun, l'émancipation du travail.

Puisse notre vœu être entendu et compris: car c'est ainsi seulement, par l'autonomie des groupes et des régions, et jamais par la centralisation factice, que les ouvriers de la Suisse allemande et ceux de la Suisse française pourront arriver à s'entendre et à marcher d'accord dans la grande lutte contre la domination de la bourgeoisie.

Nouvelles de l'Extérieur.

Amérique.

Un rapport très-étendu, publié par le *Volksstaat* du 3 juin, nous donne des nouvelles de M. Sorge et de ses collègues de l'ex-conseil général de New-York, dont personne n'avait plus entendu parler depuis le mois de septembre dernier. Les détails communiqués par ce document sont curieux, et démontrent une fois de plus à quel degré d'impuissance sont réduits ces hommes qui avaient la prétention d'exercer la dictature au sein de notre association. Aussi en donnerons-nous un court extrait

port semi-officiel, tout-à-fait favorable à l'ex-Conseil général, et écrit, selon toute probabilité, par M. Sorge lui-même. Les aveux qu'il contient n'en ont que plus de valeur.

Quelques sections américaines, paraît-il, étaient restées fidèles à l'ex-Conseil général; ces sections autoritaires étaient administrées par un Conseil fédéral siégeant à New-York, — Conseil qu'il ne faut pas confondre avec le Conseil fédéral de Spring-Street, qui siége aussi à New-York: ce dernier représente les sections anti-autoritaires, et est resté en relations suivies avec les fédérations d'Europe.

Dans le cours de l'hiver dernier, la discorde se mit entre les sections autoritaires de New-York; le rapport n'en indique pas clairement les motifs; il dit seulement que c'est à l'occasion des manifestations socialistes dont nous avons rendu compte en leur temps et qui finirent par la triste journée de Tompkins Square. « Les différends qui éclatèrent entre les sections (autoritaires) de New-York » — nous citons le rapport — « engagèrent le Conseil fédéral à suspendre quelques-unes de ces sections jusqu'au prochain Congrès. Mais le Conseil fédéral lui-même fut plus tard influencé, et la retraite d'une partie de ses membres le mit même dans l'impossibilité de délibérer. Le Conseil général de l'Internationale se vit alors forcé de prononcer la dissolution du Conseil fédéral américain, et d'en remplir lui-même les fonctions à titre provisoire. »

Comme on le voit, M. Sorge emploie partout les mêmes procédés; sa manie de suspendre est si forte, que n'ayant plus sous la main, pour la satisfaire, la Fédération jurassienne, il se livre à la suspension de ses propres amis. Après la suspension, vient la dissolution, et sur les ruines de ce pauvre Conseil fédéral, M. Sorge s'installe triomphalement, pour administrer directement et sans intermédiaire les sections fidèles. L'idéal de M. Sorge se révèle très-clairement: ce serait une Internationale dont toutes les sections seraient suspendues, dont tous les Conseils fédéraux seraient dissous, et où ne subsisterait que le seul Conseil général!

Un Congrès des sections américaines fidèles se réunit à Philadelphie en avril dernier, pour prononcer sur le conflit de New-York. Ce Congrès, composé de M. Sorge et de ses amis, prit la résolution ci-dessous, qui nous révèle un autre épisode de l'incident, — il paraît que les sections de New-York voulaient, comme cela se pratique partout, fonder entre elles, une fédération locale administrée par un Comité local, et que cela déplaisait au pacha Sorge:

« Le Congrès décide qu'il ne pourra pas être établi de Comité local dans la ville où siége le Conseil fédéral; il confirme en conséquence la suspension de celles des sections de New-York qui persistent à laisser subsister un Comité local. Ces sections resteront suspendues jusqu'à ce qu'elles reconnaissent leur faute, et qu'elles aient expulsé de leur sein les membres qui ont péché contre la discipline du parti. » (traduit textuellement).

Est-ce assez comique? Et pouvions-nous désirer, de la part des adversaires qui avaient organisé la mystification de la Haye, un suicide plus misérable et plus ridicule?

Mais voici le plus joli. On se souvient que l'an dernier il a siégé à Genève, le 8 septembre et jours suivants, un Congrès soi-disant général, composé de quelques Genevois et de quelques Allemands, qui furent pour la plupart des mandataires

de la bourgeoisie. Ce Congrès pour rire vota la confirmation des pouvoirs de l'ex-Conseil général de New-York, et prit en outre une série de résolutions qui n'ont pas été publiées. Or, voici l'accueil qui a été fait par M. Sorge aux délibérations de ses amis d'Europe ; nous traduisons textuellement :

« Sorge a présenté aux délégués du Congrès de Philadelphie les papiers et fragments qu'il a reçus du dernier Congrès de Genève, et il a prouvé qu'il était impossible au Conseil général de tirer de documents aussi incomplets aucune espèce de résolutions émanant de ce Congrès.

« Le Congrès de Philadelphie a voté alors la résolution suivante :

« Considérant que les décisions prises par le Congrès tenu à Genève en septembre 1873, n'ont pas été communiquées au Conseil général dans leur texte officiel ;

« Que les papiers du Congrès, envoyés au Conseil général, se trouvent dans l'état du désordre le plus absolu (*in einem Zustande der absolutesten Verwirrung*) et qu'il est impossible, pour des personnes qui n'ont pas assisté au Congrès, d'y rien comprendre ;

« Qu'il est impossible de tenir chaque année un Congrès général ;

« Le Congrès des sections américaines décide de ne reconnaître comme obligatoires, jusqu'au prochain Congrès général, que les décisions du Congrès de la Haye. »

Voilà ce qui s'appelle agir cavalièrement. De sa propre autorité, M. Sorge annule les actes de son Congrès de Genève, et déclare s'en tenir à ceux de la Haye. Est-ce assez se moquer de son public ?

Enfin, le rapport nous annonce en outre que l'ex-Conseil général continuera à fonctionner comme par le passé ; que le Conseil fédéral américain (autoritaire) est et restera dissous, et sera remplacé par le Conseil général (avec défense aux sections de New-York de former un Comité local) ; et que le Conseil général invite ses amis à se réunir en Congrès général l'année prochaine, en septembre 1875, dans une ville d'Angleterre.

Bien du plaisir !

Allemagne.

Le *Neuer Social Demokrat*, de Berlin, nous apprend que lundi dernier, à 6 heures du matin, la police prussienne a fait des perquisitions chez un certain nombre de membres de l'*Allgemeiner deutscher Arbeiterverein*, entr'autres chez le président Hasenclever, chez Hasselmann, Derossi, et à la rédaction de l'organe de la société, et a confisqué toute leur correspondance. La présidente de l'Association des ouvrières de Berlin, M^{me} Stægeman, a eu le même honneur : on lui a pris environ 90 lettres, et la police a emporté jusqu'à des lettres d'amour que cette dame avait reçues dans sa jeunesse.

« C'est chez le président Hasenclever, dit le *Neuer Social Demokrat*, et à la rédaction de notre journal, que la police a fait le plus riche butin ; on n'a pas confisqué moins de treize énormes paquets, qui ont été transportés dans un fiacre.

« L'action des administrateurs de la société se trouvera par là suspendue pendant quelques jours, car on leur a pris toute la correspondance des dernières semaines, ainsi que les livres de l'association ».

Le *Social Demokrat* déclare ensuite que les per-

rien que ce que tout le monde sait déjà, car l'action de l'*Allg. deutscher Arbeiterverein* a toujours été publique, et c'est à front découvert que les socialistes allemands ont lutté et veulent continuer à lutter contre la bourgeoisie.

« Mais, ajoute le *Social Demokrat*, si contre toute attente, un magistrat habile réussissait à trouver, dans les documents saisis, les éléments d'un procès de haute-trahison contre nous, nous le laisserons faire sans nous troubler ni nous décourager, car nous savons que toutes les grandes idées doivent avoir leurs victimes. »

Espagne.

La bourgeoisie espagnole recueille ce qu'elle a semé. Elle a dissous violemment l'Internationale, — et l'Internationale, empêchée d'agir au grand jour, n'en travaille qu'avec plus d'ardeur à agiter et à organiser les masses. Elle a supprimé les journaux socialistes, — et de toutes parts apparaissent les feuilles clandestines appelant le peuple à la révolution. On ne détruit pas le socialisme à coup de décrets, parce que le socialisme est l'expression vivante et vraie des désirs les plus ardents du peuple exploité ; aussi, en employant contre l'agitation socialiste les moyens de compression, on aboutit tout simplement au même résultat que le chauffeur qui ferme la soupape de sa chaudière, — on fait sauter la machine.

L'article suivant, que nous traduisons d'une feuille espagnole clandestine intitulée *les Représailles*, pourra donner une idée l'état actuel des esprits dans le prolétariat d'Espagne :

« Grâce à l'ambition, à la stupidité et à la mauvaise foi de la bourgeoisie, nous nous voyons obligés de songer à la révolution *immédiate*, à laquelle nous n'aurions jamais pensé auparavant.

« Puisqu'ils la veulent et qu'ils nous y poussent, qu'elle soit.

« Nous n'avons rien à perdre, puisque tout ce que nous avons produit, ils nous l'ont volé ; et la vie, la seule chose qu'ils nous aient laissée, est pour nous assombrie par tant de privations, d'infortunes et de misères, que nous pouvons dire que nous ne tenons pas à la conserver : car vivre comme nous vivons, nous prolétaires, c'est bien plutôt mourir lentement sous l'action funeste de douleurs incessantes et cruelles.

« Puisque cette ombre de vie, ou pour mieux dire, cette mortelle agonie qui constitue notre vie, ne durera que tant ne durera notre silence ; et qu'au premier cri, à la première plainte qui s'échappera de nos lèvres, nos maîtres nous feront tuer comme des criminels ; puisque, en un mot, nous sommes placés dans cette alternative : *mourir, ou nous faire tuer*, nous croyons qu'il vaut mieux se faire tuer pour la défense de sa vie que de se suicider par crainte de mourir ; et nous sommes bien résolus à nous trouver tous à notre poste de combat pour accomplir notre devoir dans le moment suprême.

« Nous savons à quoi nous nous exposons ; néanmoins, nous sommes décidés à ne pas reculer d'une semelle ; si quelques-uns de nous tombent sous les coups des séides de la bourgeoisie, tant pis pour cette classe qui ne fera qu'accroître notre colère par ses actes de cruauté, et tant mieux pour celui d'entre nous qui, au milieu de l'unique joie qui nous soit réservée, celle de faire à nos exploités une guerre implacable, rencontrera la fin des souffrances et des privations auxquelles nous som-